



HAL
open science

De l'islam comme marqueur de classe à sa construction partisane comme problème social

Vincent Geisser

► **To cite this version:**

Vincent Geisser. De l'islam comme marqueur de classe à sa construction partisane comme problème social: Le Parti socialiste face aux mouvements de l'immigration (1983-2008). *Sociétés contemporaines*, 2023, Engagements musulmans et luttes de l'immigration, 127 (3), pp.147-176. 10.3917/soco.127.0147 . hal-04369085

HAL Id: hal-04369085

<https://hal.science/hal-04369085>

Submitted on 8 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Proposition d'article dans le cadre du numéro thématique de *Sociétés contemporaines*
« Engagement musulmans et luttes de l'immigration »
coordonné par Margot Dazey et Mathilde Zederman

Titre (fr) : De l'islam comme marqueur de classe à sa construction partisane
comme problème social
Le Parti socialiste face aux mouvements de l'immigration (1983-2008)

Auteur : Vincent Geisser¹

Résumé : Les relations entre le Parti socialiste et les acteurs des luttes de l'immigration ont souvent été traitées par la littérature militante et sociologique sous l'angle du conflit ou de l'instrumentalisation. Si ces écrits ont permis de déconstruire la vision mythique du rôle du PS dans le passage au politique des descendants de l'immigration postcoloniale, ils se caractérisent généralement par des approches en surplomb, négligeant la richesse des débats et des controverses internes, la diversité des échelles partisanes (locale, fédérale et nationale), les formes de multi-engagement et les nombreuses circulations militantes qui expliquent comment les acteurs du Parti socialiste sont passés progressivement d'une lecture classiste et tiers-mondiste des mouvements immigrés à un décryptage de type culturaliste. En privilégiant un regard réflexif sur les résultats de nos enquêtes sociologiques réalisées dans les années 1990-2000, enrichis par de nouvelles sources tirées du dépouillement systématique de la presse partisane, l'objectif de cet article est d'éclairer les facteurs, les circonstances et les événements qui ont contribué à ce « glissement » d'une lecture sociale des luttes de l'immigration à une représentation identitaire focalisée sur le couple « islam-laïcité ».

Titre (anglais): From Islam as a class marker to its partisan construction as a social problem.
The French Socialist Party and immigrant movements

Résumé (anglais): The relationship between the French Socialist Party (PS) and immigration activists have often been treated by the political and sociological literature through the lens of conflict or instrumentalization. While these pieces of research allow to debunk the mythicized role of the PS in the political socialization of the descendants of postcolonial immigration, they are generally characterized by macro-sociological approaches. They neglect the richness of debates and internal controversies, the diversity of partisan scales (local, federal and national), the forms of multi-engagement and the numerous activist circulations, which explain how the activists and leaders of the Socialist Party progressively evolved from a classist and third-worldist interpretation of immigrant movements to a culturalist approach. Building upon a critical appraisal of past fieldworks carried out in the years 1990-2000, enriched by new sources drawn from the content analysis of the Socialist Party press, this paper aims to shed light on the factors, circumstances and events, which have all contributed to this “shift” from a social interpretation of the struggles of immigration to a culturalist understanding focused on the “Islam-Laïcité” tension.

¹ IREMAM (UMR 7310), CR CNRS, Aix-Marseille Université, vincent.geisser@univ-amu.fr

De l'islam comme marqueur de classe à sa construction partisane comme problème social

Le Parti socialiste face aux mouvements de l'immigration (1983-2008)

Jusqu'au début des années 2000, les analyses sur les mobilisations des travailleurs immigrés et des descendants de l'immigration postcoloniale ont été marquées par une division du travail implicite au sein du champ des sciences sociales, avec d'un côté, des spécialistes des mouvements religieux, généralement des politistes enquêtant sur le fait musulman en France (Kepel, 1987 ; Etienne, 1989 ; Césari 1997) et, de l'autre, des sociologues s'intéressant davantage au phénomène associatif, aux luttes antiracistes et aux émeutes urbaines (Jazouli, 1986 ; Dubet et Lapeyronnie, 1992). Ce n'est que récemment, avec l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs, formés à l'interdisciplinarité et privilégiant une démarche ethnographique, que cette dichotomie entre mouvements religieux musulmans et mobilisations à référent séculariste a été critiquée, les auteurs s'attachant à souligner les filiations historiques, les transmissions mémorielles et les circulations militantes entre les champs religieux, associatif et politique (Pingaud, 2012 ; Talpin, O'Miel et Frégosi, 2017). Le portrait du « militant musulman » de banlieues comme figure antinomique du « militant laïque » des quartiers populaires ne résiste plus à l'épreuve du terrain, nombre d'individus ayant accompli simultanément ou successivement leur formation associative et politique dans des espaces marqués par la double référence à la citoyenneté et à l'islamité (Arslan, 2010 ; Nasri, 2013).

Toutefois, en dépit de travaux cherchant à déconstruire ces dichotomies (religieux/laïque, intégré/intégriste), la représentation binaire des mobilisations des populations issues de l'immigration postcoloniale fait toujours sens dans l'univers politique français (Geisser et Zemouri, 2007), agissant comme un énoncé performatif, ancré profondément dans l'histoire et la mémoire des organisations politiques et syndicales. De ce point de vue, l'entrée par les débats autour du couple « islam-laïcité », qui ont traversé le Parti socialiste (PS) durant les années 1980-1990 (Ferhat, 2015 et 2016) et qui se sont prolongés dans les années 2000 (Lefebvre, 2020), apparaît particulièrement heuristique pour saisir les rapports complexes entre les acteurs partisans et les animateurs des luttes de l'immigration.

L'hypothèse qui sous-tend notre démarche réflexive, construite à partir d'une relecture critique de nos premières enquêtes, et enrichie par l'exploitation de nouveaux fonds d'archives partisans (voir encadré méthodologique ci-dessous), est que la montée du « problème musulman » au sein du PS constitue un indice de l'ethnicisation (Amselle, 2011) plus générale de la « question sociale » et de la relation aux « nouvelles classes dangereuses » (Hajjat et Mohammed, 2013 ; Hajjat et Beaugé, 2014). D'une lecture classiste et tiers-mondiste des mouvements de l'immigration, dominante dans les années 1970-1980, les acteurs partisans ont progressivement évolué vers une lecture identitaire axée sur le couple « islam/laïcité ». Pour le dire autrement : l'assignation identitaire à la catégorie de « musulmans » a contribué à l'enracinement d'un mode de gestion de l'altérité (Bigo, 1998) à l'intérieur du parti, incitant ses dirigeants à mettre en œuvre une stratégie d'encadrement des revendications dites « communautaires ».

À partir d'une analyse socio-historique de la production des catégories du politique (Noiriél, 2008 ; Payre et Pollet, 2013 ; Déloye, 2017), l'objectif de cet article est de montrer comment s'est opéré au sein des débats partisans un glissement progressif du « problème de l'immigration » au « problème des banlieues », pour parvenir à la mise sur

agenda, à l'horizon des années 2000, du « problème musulman », sans que ces modes de catégorisation soient exclusifs. De ce glissement découle le choix du bornage chronologique de notre étude, entre 1983 (congrès socialiste de Bourg-en-Bresse) et 2008 (congrès de Reims). Celle-ci débute avec le traitement partisan des mobilisations immigrées dans le secteur automobile au début des années 1980, se poursuit avec le positionnement du PS vis-à-vis des mouvements collectifs des descendants de l'immigration (1983-1990), pour se terminer au lendemain des émeutes urbaines de 2005 qui se traduit par une montée des critiques internes émises par une nouvelle génération d'élites partisans issues des minorités dites « visibles » (Simon et Escafré-Dublet, 2009).

Dans cette perspective, nous privilégierons une approche interactionniste des relations entre le PS et les mouvements de l'immigration en termes de « milieu partisan », afin de rendre compte de « la diversité des usages sociaux d'un même parti politique dans le temps et dans l'espace » (Sawicki, 2017) et des liens que les militants tissent avec d'autres secteurs d'activités. Cette approche par le « milieu partisan » implique également de s'intéresser aux « marginaux-sécants » et aux « intermédiaires culturels » du PS qui, tout en exprimant leur loyauté à l'égard des instances locales et nationales du parti, développent un discours critique et des alliances stratégiques avec des acteurs extérieurs à l'organisation partisane (Sawicki, 1994). Si au début des années 1980, les travailleurs immigrés sont peu présents dans les instances partisans (Wihtol de Wenden, 1988) - « ils sont parlés plus qu'ils ne parlent » (Champagne, 1991) -, les descendants de l'immigration deviennent avec les marches pour l'égalité des interlocuteurs privilégiés du PS, certains choisissant même d'intégrer ses structures de base (sections). C'est donc principalement à cette dernière catégorie d'acteurs que l'article s'intéresse, tout en s'attachant à déconstruire son homogénéité et à souligner la diversité des trajectoires migratoires, associatives et politiques en leur sein.

Pour ce faire, nous explorerons, d'abord, les prises de positions dans la presse partisane, les motions et les contributions produites à l'occasion des congrès du parti entre 1983 et 2008, qui permettent de dresser une image plus nuancée et évolutive : non seulement, le passage d'une lecture classiste à une interprétation identitaire des mobilisations ne s'est pas opéré brutalement mais il a également suscité des interrogations et des controverses au sein même du milieu partisan. Tout au long de cette première période, les militants issus de l'immigration sont relativement absents des débats internes. En matière migratoire, de banlieues et d'islam, les acteurs légitimes pour porter la parole du PS sont des médiateurs sans ascendance migratoire, souvent issus des organisations de solidarité et des associations antiracistes.

Nous étudierons, ensuite, les réponses organisationnelles apportées par les dirigeants socialistes aux mobilisations des descendants de l'immigration. Si au départ, le « problème musulman » n'est pas énoncé de manière explicite dans le discours socialiste, il agit néanmoins comme une ombre portée qui structure les représentations et les comportements des responsables du parti à l'égard des luttes de l'immigration. Ainsi, le PS tente de s'approprier l'aura symbolique des mobilisations, tout en cherchant à les contrôler par une politique d'encadrement des militants et des élus issus de l'immigration postcoloniale. La réponse partisane aux mouvements collectifs s'opère à deux niveaux : sur le plan interne, d'une part, par la création de groupes ou de structures, plus ou moins formels, ayant pour objectif d'encadrer les « nouveaux militants » issus de l'immigration et sur le plan externe, d'autre part, par la promotion d'associations satellites, telles que France Plus (Geisser, 1997) et SOS Racisme (Juhem, 2001). C'est principalement ce premier niveau que nous scruterons dans cet article, dans la mesure où il a été jusqu'ici peu traité par la littérature en sciences sociales.

Nous analyserons, enfin, les critiques et les résistances que suscite cette politique d'encadrement partisan (Mischi, 2003) chez les militants socialistes issus de l'immigration postcoloniale qui entendent déconstruire le paradigme « intégrationniste » et dénoncer le traitement infantilisant dont ils sont l'objet. Nous donnerons à voir plus particulièrement deux générations de militants : ceux des années 1990, qui entendent défendre une « identité socialiste et arabo-musulmane » dans le parti, et leurs héritiers des années 2000, qui axent davantage leurs revendications sur la lutte contre les discriminations ethno-raciales. Si la première génération de militants critiques entretient des liens plutôt lâches avec le parti (adhérents mais peu présents dans les organes de direction), la seconde est fortement intégrée dans les instances locales et nationales, entretenant une forte proximité avec les dirigeants fédéraux et nationaux.

Encadré - Dispositif méthodologique et sources

Le matériau de cet article provient des archives des organisations du milieu partisan socialiste (Conférence nationale des élus socialistes d'origine maghrébine, Cercle des socialistes de culture musulmane, Club Prairial 21, etc.) et d'entretiens semi-directifs réalisés entre 1991 et 2008 auprès d'une cinquantaine de militants et de dirigeants socialistes issus de l'immigration maghrébine. Ces documents et entretiens ont donné lieu à une analyse réflexive, afin de faire ressortir les thématiques faisant directement écho à la problématique de ce dossier sur les engagements musulmans et les luttes de l'immigration, qui n'était pas forcément centrale dans nos premières recherches. Outre des entretiens formels, nous avons eu une correspondance épistolaire régulière et fait de nombreuses rencontres informelles, sur la longue durée, avec des militants associatifs et des élus issus de l'immigration, ainsi qu'avec des cadres locaux et nationaux du PS. Ces données, issues de nos précédentes enquêtes, ont été enrichies en 2020-2021 par un travail de dépouillement systématique de la presse partisane publiée entre 1983 (Marche pour l'égalité) et 2005 (émeutes urbaines), à savoir *L'Unité* (1982-1989), *Vendredi* (1989-1994), *Le Poing et La Rose/Sécial Responsables* (1982-1993) et *Le Poing et La Rose/Militants* (publié uniquement lors des congrès du parti). Au total, nous avons pu consulter, grâce aux archives numérisées par l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS), plus de 250 articles de la presse socialiste.

■ Une lecture classiste et tiers-mondiste des mobilisations immigrées : un espoir de régénération du « peuple de gauche »

Jusqu'au début des années 1980, les instances nationales du Parti socialiste véhiculent une vision plutôt classiste de la question migratoire, via la presse militante et les contributions thématiques aux congrès. Une telle vision est également relayée sur le terrain par le milieu partisan (syndicats, associations et collectifs citoyens proches du parti) : les travailleurs immigrés sont d'abord perçus comme des « dominés », des « opprimés » et des « victimes » du système capitaliste mondial. Cette lecture classiste s'enrichit à partir des années 1970 de l'apport des thèses de la « Deuxième gauche » issue du Parti socialiste autonome (PSA) et du Parti socialiste unifié (PSU) qui, bien que minoritaire dans les instances partisans, constitue un « laboratoire d'idées » sur les questions relatives à la politique de la ville et à la participation des immigrés à la vie politique locale (Duclert, 2005 ; Winock, 2019). Avec les contributions des militants du socialisme autogestionnaire incarné par la Confédération française démocratique du travail (CFDT), le PS se montre de plus en plus sensible à la reconnaissance des droits culturels et politiques des minorités : les immigrés maghrébins et leurs enfants ne sont

plus perçus exclusivement comme des « prolétaires étrangers » mais aussi comme une « minorité culturelle » que le parti se doit de défendre face au racisme patronal. On retrouve d'ailleurs cette double influence idéologique dans les « 110 propositions » du candidat Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981 :

« Les discriminations frappant les travailleurs immigrés seront supprimées. Les refus de délivrance de cartes de séjour devront être motivés (n°79). L'égalité des droits des travailleurs immigrés avec les nationaux sera assurée (travail, protection sociale, aide sociale, chômage, formation continue). Droit de vote aux élections municipales après cinq ans de présence sur le territoire français. Le droit d'association leur sera reconnu (n°80) »².

Certes, après sa victoire aux législatives de juin 1981, le PS devenu parti de gouvernement renonce à l'application immédiate des propositions du candidat Mitterrand. Toutefois, les positions gouvernementales sont loin de faire l'unanimité au sein des instances locales et nationales du parti, donnant lieu à des débats contradictoires qui seront particulièrement vifs lors des mouvements des OS immigrés dans l'industrie automobile (Pitti, 2001).

Le PS et les « grèves immigrées » : minorisation de la variable religieuse et dénonciation de « l'intégrisme patronal »

À l'instar de nombreux travaux se concentrant sur les discours des responsables gouvernementaux et des dirigeants du parti (Deltombe, 2005 ; Gay, 2020), les conclusions de nos premières recherches ont insisté sur le fait que le PS avait tenté de disqualifier les mouvements immigrés dans le secteur automobile (1982-1984) sur un registre ethnoreligieux, en les présentant comme l'émanation de l'« intégrisme islamique » (Geisser et Zemouri, 2007). Cette thèse s'appuie notamment sur plusieurs déclarations de hauts responsables du gouvernement socialo-communiste, dont le ministre du Travail, Jean Auroux, le ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre et surtout le Premier ministre, Pierre Mauroy, qui affirme en janvier 1983 :

« Les principales difficultés qui demeurent sont posées par des travailleurs immigrés dont je ne méconnais pas les problèmes mais, qui, il faut bien le constater, sont agités par des groupes religieux et politiques, qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises »³.

Toutefois, l'analyse de la littérature partisane révèle une vision plus contrastée du rapport des responsables socialistes aux mobilisations immigrées dans l'industrie automobile. À la direction nationale comme dans les fédérations départementales, c'est surtout l'intégrisme patronal et non l'intégrisme musulman qui est pointé du doigt. Dans le journal *L'Unité* du 11 au 17 février 1983, Jean-Paul Bachy, délégué national du PS au travail et à l'emploi, dénonce clairement l'instrumentalisation de la variable religieuse par les médias, la droite et le patronat, dont le but serait de criminaliser les immigrés grévistes :

« On a abusivement évoqué l'intégrisme religieux à propos des ouvriers grévistes de l'automobile. Et si on parlait de celui plus tangible et social, celui-là, du patronat et de la droite ? [...] Dans ce contexte, le débat sur "l'intégrisme" qui a agité les milieux journalistiques paraît très secondaire. La

² François Mitterrand, « 110 propositions pour la France » pour l'élection présidentielle de 1981, site de l'Institut François Mitterrand, 10/04/2020 : <https://www.mitterrand.org/110-propositions-pour-la-France.html>

³ *Le Monde*, 29 janvier 1983.

main-d'œuvre émigrée a été trop longtemps surexploitée pour ne pas réagir violemment lorsqu'elle commence à s'organiser. Que les travailleurs émigrés cherchent alors à se regrouper sur les bases culturelles et idéologiques qui leur sont propres n'a rien d'étonnant ».

La critique de la stigmatisation religieuse frappant les travailleurs immigrés n'est pas le fait uniquement des courants minoritaires du milieu partisan. Elle est reprise officiellement par le Comité directeur du PS, dans un communiqué daté du 7 janvier 1984 :

« Une partie des forces patronales non contente de refuser le changement s'engage dans la "politique du pire". On l'a vu récemment chez Talbot [conflit à l'usine automobile de Poissy], où la direction n'a reculé devant aucun moyen pour diviser les travailleurs, inciter au racisme, et faire éclater un climat de violence ».

Cette contre-offensive anti-raciste orchestrée par des militants et des responsables socialistes s'inscrit dans un contexte fortement émotionnel, suscité par les assassinats visant des « jeunes maghrébins » des cités populaires (Brahim, 2020) et l'instrumentalisation par la droite dite « républicaine » des thématiques xénophobes, qui débouche en septembre 1983, lors d'une municipale partielle à Dreux, sur une alliance électorale avec le Front national. Dans *Le Poing et la Rose/Sécial militants* du 1^{er} au 30 juin 1983, publié à l'occasion du congrès de Bourg-en-Bresse, les dirigeants socialistes dénoncent « les poisons du néo-racisme » dont sont victimes les travailleurs immigrés et leurs enfants :

« Alimenté par des thèses pseudo-scientifiques, entretenu quotidiennement dans les médias par les commentaires pernicieux de l'actualité (rappelons-nous les grèves des ouvriers de Citroën à Aulnay !) le racisme se développe lentement mais sûrement, malgré l'action vigoureuse du Parti socialiste, toujours présent sur le terrain, qui n'a manqué aucune occasion de manifester sa solidarité aux travailleurs immigrés. [...] Il est temps de donner un coup d'arrêt à ce qui pourrait devenir le déshonneur de notre pays ».

Le rappel de ce contexte permet de mieux comprendre l'accueil favorable réservé par les militants socialistes, en 1983, aux mobilisations initiées par les jeunes issus de l'immigration. Ce soutien ne constitue pas simplement une manifestation spontanée de sympathie à l'égard des descendants d'immigrés mais est le fruit d'un travail de cadrage politique (Contamin, 2010), opéré par la direction du PS dès le début des années 1980 et relayé sur le terrain par les sections et les fédérations.

Mobilisation du milieu partisan en soutien aux mouvements des descendants de l'immigration

Les médias ont souvent retenu la présence de ministres et de personnalités socialistes emblématiques – Georgina Dufoix, secrétaire d'État à la Famille, Jack Lang, ministre de la Culture, Claude Cheysson, ministre des Affaires étrangères et Huguette Bouchardeau, secrétaire d'État à l'Environnement – lors de l'arrivée de la première marche pour l'égalité à Paris, le 3 décembre 1983 et la réception d'une délégation de Marcheurs conduite par Toumi Djaidja à l'Élysée. D'aucuns l'ont interprétée comme la première étape d'une politique de captation partisane du mouvement (Hajjat, 2013 ; Hadj Belgacem et Nasri, 2018). L'analyse de la littérature partisane conduit à nuancer cette thèse de la récupération, en mettant en évidence le rôle majeur joué par les acteurs du « milieu partisan » qui, depuis plusieurs années, ont tissé des relations suivies avec les différents collectifs de l'immigration.

Sur le plan local, ce sont souvent des militants socialistes multi-engagés, appartenant au milieu associatif d'éducation populaire (Ligue des droits de l'Homme, Ligue de l'enseignement, Fédération Léo Lagrange, etc.), aux syndicats de la gauche non communiste (CFDT et Union nationale des étudiants de France tendance « indépendante et démocratique ») et aux organisations d'aide aux travailleurs étrangers (FASTI - Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés), qui servent de relais institutionnels et de médiateurs auprès des élus locaux, des préfets et de la presse régionale. Les militants socialistes apparaissent ainsi comme des alliés objectifs des mouvements animés par les descendants de l'immigration, et ceci de manière beaucoup plus nette que ceux du Parti communiste (PCF) qui auraient plutôt tendance à considérer les jeunes de cités comme des « étrangers » et des « immigrés », porteurs de revendications particularistes (Masclet, 2003).

Sur le plan national, la direction du PS lance plusieurs appels pour inciter les sections et les fédérations socialistes à soutenir les mobilisations et à organiser l'accueil des Marcheurs dans les villes administrées par le parti. Le Bureau exécutif du PS publie un communiqué dans *Le Poing et la Rose/Sécial responsables* du 18 au 24 novembre 1983 :

« Le Bureau exécutif du Parti a décidé d'engager ses fédérations situées sur le parcours de la marche à soutenir cette manifestation et à participer à l'accueil des marcheurs. Dans de nombreux endroits, les sections et les fédérations ont agi ainsi, notamment dans le Rhône et l'Isère, et ont pris d'excellentes initiatives de solidarité. [...] Dans les derniers jours qui nous séparent maintenant de l'arrivée à Paris, il importe que les camarades du Nord, de Picardie et de la Région Parisienne se mobilisent de même, et assurent ainsi la présence du Parti dans cette manifestation de solidarité au service des droits de l'homme ».

Dans les années 1980, le PS a mis en place une Délégation nationale à l'immigration animée par Philippe Farine, ancien député du Mouvement des républicains populaires (MRP), passé au PS en 1974. Il incarne au sein du parti la mouvance de la jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), pacifiste, tiers-mondiste et antiraciste et qui a toujours entretenu des relations de proximité avec les organisations de défense des travailleurs immigrés. Dès le départ, cette délégation se montre très favorable à la première Marche pour l'égalité et tisse de nombreux liens avec ses animateurs.

Au-delà de cette alliance conjoncturelle favorisée par l'exaspération à l'égard des meurtres racistes dans les banlieues françaises et la montée des thèmes xénophobes dans le champ politique, le mouvement des descendants de l'immigration est vécu par de nombreux militants et dirigeants socialistes comme l'espoir d'une régénération du « peuple de gauche », à un moment où le PS est confronté aux premières désillusions de son expérience gouvernementale. Le ton des articles publiés dans la presse partisane révèle un certain romantisme vis-à-vis des Marcheurs qui sont perçus comme la relève générationnelle de la gauche. Le mouvement des descendants de l'immigration est parfois comparé à un « nouveau mai 1968 ». Dans *L'Unité* daté du 9 au 15 décembre 1983, un journaliste du parti écrit :

« Quant au "peuple de gauche", grâce à Toumi [figure emblématique de la Marche] et aux siens, il a commencé de se retrouver, mieux même il a pu vérifier que sa relève était assurée. [...] Eh bien, oui, il fallait des Beurs pour que la gauche se retrouve. Des Beurs qui l'ont tellement titillée qu'elle s'est sentie des fourmis dans la tête. Des Beurs qui, parce qu'ils parlaient de justice et de dignité, ont rallumé la flamme ».

Si les rapports entre l'appareil partisan et les militants issus de l'immigration restent réguliers dans les mois qui suivent la première marche, de nombreuses interrogations

commencent à pointer lors de la deuxième marche de 1984 : les dirigeants locaux et nationaux du parti éprouvent de plus en plus de difficultés à décoder les aspirations à l'autonomie exprimées par certains acteurs des mobilisations.

■ L'autonomie des mouvements des descendants l'immigration en débat : doutes, craintes et critiques des « dérives identitaires »

À la fin de la deuxième marche, en décembre 1984, les relations de coopération entre les animateurs du mouvement et la direction du parti se dégradent, nourrissant des débats parmi les Marcheurs, entre les partisans d'une autonomie totale, les défenseurs d'une collaboration « à distance », et ceux qui prônent une alliance tactique avec le PS (Zehraoui, 2015).

Une crise de croissance ?

Le processus de fragmentation des mobilisations des descendants de l'immigration a incité la gauche gouvernementale, et sa principale composante, le Parti socialiste, à imaginer des stratégies d'encadrement des acteurs de l'immigration, afin de favoriser leur intégration politique au milieu partisan. D'aucuns parmi les responsables socialistes en viennent même à émettre l'idée d'une stratégie de « récupération consentie ». L'hebdomadaire du parti, *L'Unité*, publie dans son numéro du 7 au 13 décembre 1984 un article au titre évocateur « Convergence 84 : être "récupéré" ou mourir » :

« Dans leur hantise d'être récupérés, les jeunes de Convergence 84 oublient seulement que s'ils ne veulent pas voir mourir leur mouvement il leur faudra bien trouver des alliés et des relais ».

Ce qui est éclairant pour notre analyse est moins le thème de « la récupération », évoqué tant par les acteurs partisans que par les Marcheurs, que le registre de disqualification utilisé par les responsables socialistes pour décrédibiliser ceux qui parmi les descendants de l'immigration prônent une stratégie de mobilisation autonome. Pour la première fois depuis le début des marches, certains responsables socialistes mettent en avant le thème du « repli identitaire », agitant le spectre de la « tentation du ghetto », registre qui deviendra central dans les discours socialistes des années 1990-2000, sous l'influence notamment de SOS Racisme et du mouvement Ni Putes Ni Soumises (Robine, 2004 ; Guénif-Souilamas, 2003). De ce point de vue, les années 1984-1985 constituent un tournant dans le rapport des socialistes français aux mobilisations des descendants de l'immigration. Les lectures classistes et tiers-mondistes du mouvement cèdent le pas à un décryptage culturaliste des revendications exprimées par les jeunes issus de l'immigration maghrébine. C'est désormais dans les termes suivants qu'est posé le débat à l'intérieur du PS et, au-delà, au sein du milieu partisan socialiste : « comment combattre les risques de repli communautaire chez les descendants d'immigrés, sans pour autant contribuer à leur stigmatisation par la droite et le Front national ? ». Dans *L'Unité* du 25 au 31 octobre 1985, le chroniqueur socialiste exprime son inquiétude de voir évoluer la marche civique des « Beurs » vers un mouvement identitaire :

« Quelle maladie de croissance avec aigre repliement sur soi-même semble affecter le beau réveil national de l'antiracisme immigré qu'avait su impulser à travers ses marches de 1983 et 1984 le vigoureux mouvement d'affirmation des Beurs ? Ni liesse ni vivats, on était loin des déchaînements d'enthousiasme qui avaient accueilli à Paris les démonstrations précédentes [...] Même tableau décevant avec le défilé maigrichon de Barbès au Palais-Royal [...] sous le signe de curieux slogans comme "Palestine vaincra", d'autres de caractère antisioniste ou antigouvernemental, ou encore

clamant une "autonomie des jeunes Arabes", en l'occurrence bien peu convaincante. On avait l'impression que, par un étrange retour en arrière, on était passé des franches positions initiales de la marche pour les droits civiques à une sorte de retraite sur une voie de ghetto ».

Ainsi, les thèmes du « repli identitaire » des « Beurs » et des risques d'importation du conflit israélo-palestinien sur le sol français progressent au fil des mois dans les instances du parti⁴, véhiculés notamment par les représentants du courant Nouvelle école socialiste (NES), qui sont aussi les fondateurs, en 1985, de l'association SOS Racisme (Juhem, 2001 ; Ecobichon, 2017). Dans *L'Unité* du 8 au 14 novembre 1985, Julien Dray, leader de la NES déclare :

« Il est vrai, que les jeunes Beurs (franco-maghrébins) ont de complexes problèmes d'identification qui les ont fait longtemps hésiter entre l'intégration dans la société française et le repli communautaire. Ce qui a rendu difficile la cohabitation avec SOS Racisme, tourné vers l'ensemble des jeunes de la nouvelle génération et l'intégration de toutes les communautés ».

Toutefois, cette banalisation des décryptages identitaires des mobilisations des descendants de l'immigration ne saurait s'expliquer simplement par l'hégémonie des thèses véhiculées par les militants de la NES et de SOS Racisme. S'il est vrai que l'association gagne en influence dans le milieu partisan et les instances gouvernementales, sa stratégie de promotion d'un antiracisme « hors-sol », déconnecté des jeunes de quartiers, est également vivement critiquée par certains militants et dirigeants du parti (notamment dans le courant Jospin). Aussi, le développement de lectures identitaires doit-il être interprété par des facteurs plus profonds liés à l'évolution du contexte national et international : l'inscription à la fin des années 1980 du « problème musulman » et de la « question algérienne » sur l'agenda partisan.

Montée du « problème musulman » et de la « question algérienne » dans les instances partisans

Le thème de l'islamisme (qualifié « d'intégrisme musulman » par les éditorialistes de la presse partisane) est débattu dans les instances du PS dès le début des années 1980, consécutivement au « choc moral » provoqué par la Révolution iranienne de 1979. Il est d'abord traité comme une « question internationale » concernant principalement les sociétés musulmanes du Moyen-Orient. Des articles, des caricatures (représentant l'ayatollah Khomeiny et les mollahs iraniens), des dossiers et des tribunes sur la « vague intégriste mondiale » paraissent régulièrement dans la presse partisane entre 1980 et 1986, comparée fréquemment à la montée du fascisme dans l'entre-deux-guerres. Les dirigeants socialistes sont alors préoccupés par le sort des opposants laïques, des défenseurs des droits de l'Homme et des femmes dans les sociétés arabo-musulmanes.

En revanche, en termes de politiques « nationales », comme le relèvent Ismaïl Ferhat et Rémi Lefebvre dans leur analyse des usages socialistes de la laïcité (2016 et 2020), c'est moins « l'intégrisme islamique » qui polarise les débats au sein du milieu partisan que l'offensive de la droite dite « réactionnaire » et de l'église catholique pour la défense de l'école confessionnelle. Dans le contexte des mobilisations contre le projet de loi Savary visant à unifier le système d'enseignement public, les dirigeants et les militants socialistes condamnent prioritairement le « séparatisme catholique » qui menacerait directement l'école laïque et républicaine. Dans *L'Unité* du 30 avril au 6 mai 1982, le député du Nord, Didier Chouat, accuse les milieux de la droite catholique de vouloir rallumer la guerre scolaire en France :

⁴ Serge Malik, co-fondateur de SOS Racisme, entretien avec l'auteur, 2012.

« Les choses sont maintenant plus claires : de tels rassemblements regroupent, en priorité, les représentants des forces les plus réactionnaires, ceux qui n'acceptent pas le résultat des votes du 10 mai et du 21 juin 1981, et même ceux qui continuent de vomir le régime républicain, et qui rêvent de revanche violente comme leurs ancêtres, Versaillais de 1871 ou collaborateurs de 1941 ! [...] Qu'on ne compte pas sur nous, nous les socialistes, nous la gauche, nous les amis de l'école publique, pour rallumer une guerre scolaire ».

Cependant, à partir du milieu des années 1980, une fois retombées les passions autour du projet de loi Savary, la défense socialiste de l'école laïque se focalise moins sur la dénonciation des groupes de pression catholiques que sur les risques de « contagion de l'intégrisme musulman » en France, et plus particulièrement dans les quartiers populaires : « l'islam est ainsi évoqué en tant que "problème" lors d'un Comité directeur du PS le 1^{er} juillet 1984 » (Ferhat, 2016). Le lien établi par certains dirigeants socialistes entre « question musulmane » et « problème des banlieues » contribue à ancrer progressivement un décryptage identitaire des mouvements revendicatifs des descendants l'immigration postcoloniale, au prisme d'une lecture binaire (laïques *versus* islamistes, intégrables *versus* intégristes). À ce niveau, l'étude de la littérature militante permet de mieux saisir les nuances mais aussi les différentes interprétations du fait musulman qui se développent au sein du milieu partisan. Les prises de positions ne relèvent pas toutes d'un essentialisme radical (l'islam considéré comme une substance nuisible) mais davantage d'une forme de pédagogie républicaine, le PS appelant à soutenir les « musulmans modérés » dans leur combat contre les « intégristes ». Face à la menace d'une « vague obscurantiste » qui, à moyen-terme, pourrait submerger la France, le rôle du parti serait donc de protéger les musulmans favorables à la laïcité, à la fois du racisme de l'extrême droite et des tentatives de manipulation des islamistes (thèse du double intégrisme « vert » et « brun »). C'est le sens d'un article publié dans *L'Unité* du 27 juin au 3 juillet 1986, intitulé « Intégrisme : l'angoissante marée de l'obscurantisme » :

« Les réalités que nous venons de décrire ne sont en rien, là faut-il le répéter, le reflet d'un islam porteur en lui-même d'éminentes valeurs civilisatrices. [...] Car s'il est heureux que les quelques tendances intégristes, existantes ici parmi les deux à trois millions de musulmans immigrés de France, demeurent très minoritaires, en dépit d'un environnement de plus en plus hostile, c'est pour beaucoup parce qu'elles se heurtent aux efforts que mènent associations et responsables religieux pour faire jouer la convivialité réelle de l'islam au sein de notre société, en principe laïque et moderne ».

Sur ce plan, la première affaire de foulard islamique en 1989 constitue moins une rupture dans le rapport complexe des socialistes français au fait musulman qu'un révélateur d'une politisation progressive de l'objet « islam » qui s'inscrit sur la longue durée (Lorcerie, 2005) : celle-ci favorise un processus d'ethnicisation dans la perception des mobilisations des descendants de l'immigration, qui a été amorcé dès 1984-1985 avec le constat d'échec à rallier au milieu partisan l'immense majorité des marcheurs **attachés** à leur autonomie. Ces discussions révèlent la fidélité à un certain nombre de fondamentaux de l'habitus partisan (Offerlé, 2018), y compris dans les courants les plus ouverts au fait religieux, notamment ceux issus du christianisme social (PSA, PSU et CFDT). Certes, comme le notent Frédéric Sawicki et Rémi Lefebvre (2006), le « code laïque » hérité de la « vieille maison » SFIO ne fait plus recette chez les nouveaux électeurs et adhérents du PS, pour qui l'affrontement culturel et idéologique avec l'Église catholique est dépassé. Il se trouve néanmoins réactivé symboliquement, au début des années 1990, dans un nouveau combat contre « l'intégrisme islamique ». Simultanément, on peut observer l'activation par le PS d'un « code féministe », qui s'est imposé progressivement dans le parti par les longs combats des femmes socialistes pour faire

reconnaitre leurs droits (Pavard, 2015). Qu'ils soient favorables au maintien des jeunes filles voilées dans l'école publique ou, au contraire, partisans de leur exclusion, les acteurs socialistes interprètent majoritairement le port du « foulard islamique » comme la marque d'un patriarcat régressif et le symbole d'un prosélytisme agressif, qu'il convient de juguler de manière urgente par la promotion de l'éducation laïque. Dans un communiqué daté du 26 octobre 1989 et intitulé « Intégration et intégrisme : concilier laïcité et obligation scolaire », le Bureau exécutif du PS, tout en rappelant son refus de l'exclusion scolaire des jeunes filles voilées, exprime son rejet catégorique de l'acceptation définitive du port du « foulard islamique » à l'école publique :

« Le voile islamique ne peut être considéré comme un simple attribut vestimentaire relevant du choix individuel. Il constitue un symbole d'oppression si contraignant que des millions de femmes ont lutté pendant des décennies pour ne pas être soumises à l'obligation de le porter. Une reconnaissance officielle du voile dans nos écoles publiques ferait peser sur l'immense majorité des jeunes filles musulmanes une contrainte dont elles pouvaient légitimement espérer être libérées en France ».

Dans le contexte de cristallisation des débats partisans autour du couple islam/laïcité, la crise algérienne (1990-1998) va jouer un rôle d'amplificateur des lectures identitaires internes. Les tribunes et les communiqués portant sur la « question algérienne » se font de plus en plus fréquents dans la presse partisane, dénonçant majoritairement le « danger intégriste » et, plus rarement, la violence d'État. Leurs auteurs sont souvent des socialistes français qui ont milité activement pour l'indépendance de l'Algérie et qui continuent à entretenir des relations amicales avec les militants progressistes algériens. Ces « Pieds-rouges », qui sont sollicités par la direction du PS pour décoder la complexité du « drame algérien », se recrutent dans tous les courants (Jospin, Fabius, Rocard, NES). Malgré leurs différends politiques, ils ont en commun d'entretenir une histoire intime avec l'Algérie, à l'instar de Georges Morin, pied-noir progressiste, qui, en 1988, est désigné comme délégué aux Français originaires du Maghreb auprès du Premier secrétaire du PS. Ce dernier signe la plupart des tribunes sur la « crise algérienne » parues dans la presse partisane entre 1990 et 1998. Dans l'hebdomadaire *Vendredi* du 11 au 18 janvier 1990, Georges Morin entend dévoiler aux militants socialistes « le vrai visage des islamistes » :

« Mais le fait qu'en Algérie les islamistes aient pu s'exprimer et même exercer le pouvoir local a permis de montrer leur vrai visage, intolérant et liberticide. Perdant l'espoir d'arriver au pouvoir par les urnes, ils ont déclenché une stratégie insurrectionnelle qui a conduit à l'état de siège, puis à la décapitation et à la destruction systématique de leur appareil politique par l'armée. La place est nette maintenant pour la poursuite de la démocratisation et le redémarrage de l'économie. Si le pays progresse rapidement dans ces deux directions fondamentales, la base populaire dont continuent à bénéficier les islamistes se videra d'elle-même. S'il n'en est pas ainsi, alors, rien ne pourra plus arrêter la vague obscurantiste ».

Ces débats sur le « danger islamiste en Algérie » et ses prolongements sur le territoire français ne se limitent pas aux cercles dirigeants du parti. Ils touchent aussi les adhérents de base qui s'expriment sur un registre émotionnel dans le *Courrier des lecteurs*, à l'instar de ce militant de Châteauroux qui critique l'abandon par les socialistes français des démocrates et laïques algériens, dans *Vendredi* du 13 au 23 janvier 1992 :

« Impossible de ne pas réagir après votre article sur les élections en Algérie. Comment ne pas nous sentir, nous, socialistes français, en partie responsables du formidable développement du FIS dans ce pays ? [...] Quelles actions avons-nous eues pour susciter ou soutenir l'émergence de mouvements démocratiques ? Ainsi, la France socialiste n'a même pas été capable de promouvoir les idées de démocratie et de justice auprès des peuples qu'elle côtoie ».

En définitive, dans le discours socialiste, la « question algérienne » agit sous le double registre de l'analogie et de la contagion : d'une part, la montée de l'intégrisme musulman en France est comparée systématiquement à la situation algérienne ; d'autre part, il est décrypté sur le mode de l'infiltration chez les jeunes issus de l'immigration postcoloniale (Dazey, 2021). Il n'est donc pas anodin que Georges Morin, le principal expert du parti sur l'Algérie, soit aussi chargé des dossiers relatifs aux « Français d'origine maghrébine » auprès de la direction du PS.

À l'horizon des années 1990, les lectures classiste et tiers-mondiste qui structuraient le regard des socialistes sur les mouvements des travailleurs immigrés et de leurs enfants tendent à passer au second plan au profit d'un décryptage culturaliste qui reflète et amplifie les crispations identitaires traversant la société française. Dès lors, la priorité des dirigeants socialistes est au recrutement et à la formation des descendants de l'immigration, en encourageant des campagnes d'inscription sur les listes électorales et en cooptant des militants dans les sections locales du parti.

■ Une politique d'encadrement partisan : promouvoir des « Beurs intégrés » comme antidotes politiques aux « musulmans intégristes »

Dès le milieu des années 1980, l'émergence d'un « vote beur » devient l'une des préoccupations majeures pour les dirigeants socialistes à l'échelon national mais aussi dans les contextes locaux marqués par une forte poussée de la droite et du Front national (Kelfaoui, 1996 ; Geisser et Kelfaoui, 1998). Cependant, le comportement électoral des Français issus de l'immigration maghrébine est perçu de manière ambivalente : d'un côté, ces « nouveaux électeurs » sont valorisés comme une force d'appoint indispensable à la gauche socialiste pour conserver son influence politique dans les classes populaires face au Front national ; de l'autre, ils sont associés au spectre d'un « vote communautaire » qui, à terme, pourrait menacer l'hégémonie du PS dans les bastions ouvriers et les « banlieues rouges » (Masclet, 2003 ; Geisser et Soum, 2008). Ce dilemme est bien illustré par la situation électorale marseillaise où, lors des législatives de mars 1986, un baron socialiste, Philippe San Marco, député sortant, est confronté dans son fief à la double concurrence du FN et d'un candidat indépendant issu de l'immigration maghrébine :

« Sur 800 000 électeurs potentiels des Bouches-du-Rhône il faut, en effet, compter 100 000 Français issus de l'immigration ; ils ne votent pas tous, ils ne sont pas tous inscrits mais représentent un poids non négligeable. À Marseille surtout, ville que beaucoup jugent différente mais qui est seulement le reflet amplifié de notre histoire (la France n'est-elle pas le produit d'une vaste mosaïque multi-ethnique ?). [...] Très mauvaise affaire pour la gauche marseillaise. Pour la gauche et pour le genre humain ! Les beurs avec leur 2 % ou 3 % d'intentions de vote pouvaient soit favoriser le renouvellement du mandat de Philippe San Marco, soit donner un siège de plus au Front national. Dur dilemme ! »⁵.

Pour tenter de surmonter ce dilemme électoral, des responsables socialistes initient alors une réflexion en interne sur les moyens d'encourager l'adhésion au PS de nouveaux militants issus de l'immigration maghrébine et de les former pour en faire des « intermédiaires culturels » entre le parti et le monde des cités populaires.

⁵ Frédérique de Gravelaine, « Vote "beur" : les inconnus dans la maison », *L'Unité*, n°640, du 21 au 27 mars 1986.

Le Groupe des Trente : un laboratoire partisan d'une ethnicité contrôlée

C'est dans cette perspective qu'est créé, en 1983, le Groupe des Trente, en plein traumatisme de l'élection municipale de Dreux, où une alliance entre la droite classique et le Front national a ravi la ville au PS. Cette structure informelle, qui n'a pas de statut officiel dans l'organigramme du parti, a vocation à réunir périodiquement des adhérents et des militants d'origine maghrébine. Georges Morin, délégué aux Français d'origine maghrébine auprès du Premier secrétaire, témoigne de cet épisode :

« Depuis 1983 à la demande de Lionel Jospin et Pierre Mauroy, j'animais un réseau de militants PS, fils et filles d'immigrés et de rapatriés d'origine maghrébine. Nous tentions, ensemble, de définir ce que devrait être la politique du parti et du gouvernement pour la meilleure intégration à la communauté nationale des populations originaires du Maghreb »⁶.

Cette méritocratie partisane joue donc simultanément sur un double registre universaliste et différentialiste. D'une part, ces « marginaux-sécants » sont valorisés dans leur capacité à se détacher de leur culture d'origine, des traditions familiales et de la religion musulmane. Cette vision participe d'une croyance fortement ancrée dans le parti : la réussite de leur intégration politique via le PS prouve que « l'intégration à la française » est possible et que le combat contre l'extrême droite et l'intégrisme musulman n'est pas perdu d'avance. En ce sens, l'image du « Beur socialiste intégré » doit représenter sur le terrain du militantisme l'anti-modèle du « Beur musulman intégriste ». D'autre part, pour que cette représentation fonctionne pleinement, ces « intermédiaires culturels » doivent afficher publiquement une forme d'« islamité contrôlée » qui les crédibilise à la fois auprès des cadres nationaux et locaux du parti mais aussi dans leur fonction de « médiateurs » auprès des jeunes des quartiers populaires. De ce fait, ces militants socialistes issus de l'immigration postcoloniale doivent consentir à une forme d'assignation identitaire, sur un registre euphémisé, pour attester de leur « utilité » à la fois dans l'espace partisan et dans les différents champs de médiation sociale (le culte musulman, le problème des banlieues, l'éducation populaire, etc.). À ce niveau, le Parti socialiste fonctionne comme une sorte de « société française en miniature » (Lefebvre et Sawicki, 2006), où l'intégration politique des descendants de l'immigration est exhibée comme un trophée républicain.

Des élus cooptés, formés et encadrés par l'appareil partisan

Au lendemain des municipales de mars 1989, qui ont vu l'élection d'environ 150 candidats issus de l'immigration maghrébine (la très grande majorité sur le « quota socialiste » des listes d'union de la gauche : Geisser, 1997), émerge l'idée de créer une association directement reliée à la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR)⁷. Ce projet d'encadrement partisan des nouveaux élus reçoit directement le soutien du président de la République, François Mitterrand, et du Premier ministre, Michel Rocard. Ce dernier prononce d'ailleurs le discours d'ouverture de la Première rencontre nationale des élus socialistes originaires du Maghreb, à Paris, le 5 janvier 1990 :

⁶ Extrait de la plaquette officielle de présentation de la Conférence nationale des élus socialistes et républicains originaires du Maghreb, 1991.

⁷ Créée en 1922 par l'ancienne SFIO sous l'intitulé de Fédération des élus municipaux et cantonaux, la FNESR a pour objectif principal de délivrer des formations destinées aux élus locaux : <https://www.maisondeselus.fr/>

« Je me plais en effet à saluer en vous, comment dire, les précurseurs ? L'avant-garde ? En tout cas l'illustration très exacte de ce que nous souhaitons pouvoir réaliser dans ce domaine qui, nous l'avons encore vu récemment, fracture profondément la société française celui de l'intégration de ses résidents d'origine étrangère. [...] Parce que vous êtes des élus socialistes originaires du Maghreb vous témoignez que ce que nous voulons faire est possible. Oui, une intégration pleine et entière est possible dans notre société »⁸.

C'est dans ces circonstances que Georges Morin décide de créer, en 1990, la Conférence nationale des élus socialistes et républicains originaires du Maghreb (CNESOM), structure qui a vocation à regrouper des conseillers municipaux issus des milieux pieds-noirs rapatriés, juifs sépharades, des enfants de Harkis et surtout des descendants de l'immigration dite « musulmane » (catégorie employée dans les documents officiels du parti) :

« Nous nous étions rendus compte que si les problèmes d'intégration économique et sociale touchaient surtout nos compatriotes d'origine musulmane, les juifs et les pieds-noirs rencontraient des difficultés semblables aux leurs quant à leur perception par l'opinion publique : le Maghreb, son histoire complexe et tragique, comme ses réalités d'aujourd'hui, sont très mal connus des Français et nous en souffrons tous, trop souvent, dans notre dignité » (extrait de la plaquette de la CNESOM, *ibid.*).

Ce regroupement hétéroclite d'élus socialistes, censés partager une « origine maghrébine commune », reconstruite sur un mode imaginaire, procède principalement d'une approche culturaliste de l'intégration qui est d'abord perçue comme un problème culturel et identitaire davantage qu'une question sociale ou de discrimination raciale. Derrière cette unité proclamée des élus autour d'une origine fantasmée se dégage en réalité une forme de hiérarchisation implicite : les « élus musulmans », supposés novices dans le parti, sont censés s'initier à la « chose politique » sous le contrôle d'élus rapatriés davantage expérimentés. Aussi, la fonction de la CNESOM est-elle d'opérer un « modelage partisan » des nouveaux élus, en cadrant politiquement et idéologiquement leurs prises de positions publiques, afin qu'ils soient les porte-parole de la politique d'intégration du gouvernement auprès des militants du parti et des acteurs associatifs des quartiers populaires :

« Forts de leur connaissance des problèmes, de leur engagement et des responsabilités qu'ils exercent sur le terrain, les élus socialistes originaires du Maghreb veulent, plus que jamais, poursuivre leur double démarche de rassemblement : au sein de la société française d'abord, en contribuant à accélérer leur intégration à la nation de tous nos compatriotes, autour de la Méditerranée occidentale ensuite, en travaillant par le biais de leurs villes notamment, à la compréhension réciproque et à la coopération entre les habitants des deux rives » (extrait de la plaquette de la CNESOM, *ibid.*).

Toutefois, il convient de relativiser la portée des actions de la CNESOM au sein de l'appareil partisan. Car la difficulté des nouveaux élus à bâtir des relations durables avec les acteurs « de terrain » et les militants des mouvements de l'immigration ne s'explique pas exclusivement par le manque d'expérience politique ou par la défiance réciproque. Elle renvoie aussi à l'injonction paradoxale qui caractérise les conditions de leur éligibilité. En effet, ce « modelage partisan » ne s'exerce pas seulement après l'élection mais aussi préalablement dans les négociations pré-électorales, c'est-à-dire dans le processus de sélection des candidatures. Pour être cooptés sur les listes du PS au début des années 1990, les candidats ont dû se conformer à des critères implicites d'éligibilité,

⁸ Michel Rocard, discours d'ouverture de la Rencontre nationale des élus socialistes originaires de Maghreb, Paris, le 5 janvier 1990 : www.vie-publique.fr.

jamais énoncés publiquement, c'est-à-dire satisfaisant à l'image du « Beur intégré » ou de la « Beurette émancipée », la féminité étant vue comme un gage d'intégration (Guénif-Souilamas, 1999). Parmi les candidates et candidats, certains sont même issus de la bourgeoisie maghrébine, sans aucun passé familial avec les quartiers populaires, et pourtant présentés aux électeurs comme des « Beurs » ou des « Beurettes » de banlieues (Geisser, 1997). Certes, ce processus de conformation identitaire (Etienne, 2010) leur donne un statut symbolique dans l'appareil partisan mais réduit considérablement leur marge de médiation avec les représentants des associations de quartiers, les acteurs des luttes de l'immigration ou encore les dirigeants d'organisations musulmanes, qui préfèrent généralement s'adresser directement aux notables locaux et nationaux du PS. À la fin des années 1990, la CNESOM a d'ailleurs cessé toute activité au sein du parti, en raison notamment de la désaffection de nombreux militants descendant de l'immigration postcoloniale qui ne se reconnaissent plus dans sa ligne jugée « trop conciliante » à l'égard de la direction partisane.

■ Critiques et résistances internes aux injonctions partisanes à « l'intégration républicaine »

Plusieurs travaux se sont intéressés aux désaccords et aux malentendus entre les militants des mouvements de l'immigration et les responsables du Parti socialiste (Baillet, 2001 ; Masclet, 2003). En revanche, peu de recherches se sont attachées à rendre compte des luttes internes à l'appareil partisan, conduites par des adhérents et des militants issus de l'immigration qui, tout en observant un devoir de loyauté à l'égard du parti, développent une critique radicale de ses héritages historiques et de ses positions « intégrationniste » et « laïciste ». Une telle approche exige que l'on ne considère pas uniquement le « problème musulman » sous l'angle d'une assignation imposée « par le haut » (la direction partisane) mais aussi comme un problème « co-construit » par les nombreuses interactions entre les responsables, les militants ordinaires et les intermédiaires culturels du milieu partisan.

Loyauté partisane et islamité affichée

C'est dans le contexte de la première affaire dite du foulard islamique, en automne 1989 à Creil, qu'un groupe de militants socialistes décide de réagir aux positions de la direction du parti qu'ils jugent « trop laïcistes ». Leur porte-parole, Sultana Cheurfa, présidente de la section socialiste du 19^{ème} arrondissement de Paris, publie alors dans les pages « Débats » du journal *Le Monde* une tribune au titre évocateur « Contre l'assimilation », qui constitue l'acte fondateur du Cercle des socialistes de culture musulmane (CSCM) :

« À mes camarades socialistes, je voudrais expliquer que, si un peu de tolérance semble heurter la laïcité, le respect réciproque en est le vrai succès. Je sais, en tout cas, qu'un grand nombre de socialistes d'origine musulmane font leur cet adage : 'Si tu brises tes chaînes, tu te libères ; si tu coupes tes racines, tu meurs' »⁹.

Cette démarche politique se distingue par l'affirmation collective d'un « Nous », en référence à leur double affiliation au milieu partisan et à l'héritage culturel arabo-musulman. Bien que la très grande majorité des membres du CSCM soient rarement pratiquants sur le plan religieux et faiblement impliqués dans le champ islamique (ils

⁹ Sultana Cheurfa, « Contre l'assimilation », *Le Monde*, pages « Débats », 24 novembre 1989.

entretiennent peu de relations avec les associations musulmanes et les mosquées), ils revendiquent publiquement leur « socialisme musulman », comme un vecteur de résistance aux injonctions intégrationnistes de l'appareil partisan :

« En 1989, au moment de l'affaire du voile, est apparue une fracture dans la société française qui était le fait musulman [...]. "Nous", c'étaient les militants du Parti socialiste qui n'acceptons absolument pas les prises de position de la gauche traditionnelle française à laquelle nous appartenions d'ailleurs »¹⁰.

Au-delà de leur dénonciation de l'idéologie assimilationniste des dirigeants du parti, les animateurs du CSCM se livrent à une déconstruction critique de l'histoire du socialisme français (SFIO et PS), en soulignant ses nombreuses ambivalences sur la question coloniale et dans son rapport aux populations arabo-musulmanes :

« Les régimes coloniaux et laïcs construits par Jules Ferry et Hubert Lyautey, défendus plus tard par Georges Bidault et Guy Mollet, ne considéraient l'islam que pour codifier le sort discriminatoire fait aux indigènes, sujets français, mais non citoyens ; les vertus de l'idéal républicain (égalité et liberté) ne leur seraient accessibles qu'avec l'abjuration de leur religion [...] ; dans le débat politique, on parlait de processus d'intégration. Le vocabulaire actuel reste chargé de ces réminiscences ».¹¹

Les animateurs du CSCM remettent également en cause la volonté des dirigeants du PS d'étouffer les initiatives autonomes des acteurs des luttes de l'immigration. De ce fait, ils ne se reconnaissent pas dans la démarche intégrationniste d'une organisation comme la Conférence nationale des élus socialistes et républicains d'origine maghrébine, qu'ils jugent « trop soumise » à la direction du parti :

« Moi, je trouve que l'autonomie, c'est essentiel ! Mais je ne pense pas que les élus [d'origine maghrébine] qui sont au sein de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains aient une quelconque voix. Ils n'existent pas ! Ils sont obligés de subir la loi du groupe et, en même temps, comme ils n'ont pas de formation politique, ils ne sont pas suffisamment ancrés »¹².

Mais ce refus de s'aligner sur les positions officielles de la direction socialiste à propos des questions d'intégration et de laïcité ne les empêche pas de revendiquer leur loyauté partisane (Bereni, 2006), considérant le PS comme leur famille politique « naturelle ». Pour reprendre les mots de la militante citée précédemment :

« Bien entendu, la nécessité demeure, pour les musulmans de France, de trouver une expression sur le terrain politique ; bien entendu nous savons que le PS reste l'espace central de la France progressiste ; mais il nous faut prouver qu'une expression socialiste de culture musulmane peut y exister, produire des idées neuves, et, un jour, peser sur les analyses de tout le Parti. [...] Mais, tous, nous sommes convaincus que cette expression, est aussi nécessaire à la vie et au développement du Parti lui-même »¹³.

Bien qu'il ait été l'initiateur de débats qui deviendront centraux quelques années plus tard au sein du PS (problème musulman, question israélo-palestinienne, laïcité ouverte *versus* laïcité identitaire, critique du modèle français d'intégration, etc.), le Cercle des socialistes de culture musulmane n'a bénéficié que d'une influence modeste dans le milieu partisan, y compris chez les militants issus de l'immigration postcoloniale. Il a

¹⁰ Sultana Cheurfa, entretien avec l'auteur, juin 1992.

¹¹ Sultana Cheurfa, « Contre l'assimilation », *op. cit.*

¹² Sultana Cheurfa, entretien avec l'auteur, juin 1992.

¹³ Entretien avec l'auteur, juin 1992.

regroupé moins d'une cinquantaine de sympathisants dans le parti, se recrutant principalement dans les milieux universitaires et les classes supérieures de l'immigration et, plus rarement, chez les enfants d'ouvriers. De plus, le CSCM est frappé par une forme d'ostracisme partisan : étant perçu par certains dirigeants socialistes comme une « organisation communautaire », ses accès à la presse et aux tribunes partisans demeurent limités. Cet isolement politique explique sans doute que, faute de ressources symboliques et de soutiens partisans, il disparaît au milieu des années 1990, la plupart de ses animateurs ayant fait défection et rendu leur carte du PS après la première guerre du Golfe qui marque une rupture dans l'histoire du parti et de ses relations avec les descendants de l'immigration (Geisser, 1997).

Outsiders et apparatchiks postcoloniaux : des héritiers disciplinés

Lorsque nous avons rencontré Fayçal Douhane, en mars 2007, au siège de l'association des maires d'Ile-de-France, il s'est présenté spontanément à nous comme « un apparatchik » du PS, ayant fait ses classes dans le milieu partisan (UNEF et Mouvement des jeunes socialistes), sans attache particulière avec les mouvements de l'immigration. Et pourtant, plus de vingt-ans après la Marche pour l'égalité de 1983, il éprouve le besoin de revendiquer sa filiation historique avec elle, déplore la rupture de la chaîne de transmission militante et affirme vouloir continuer le combat de Marcheurs à l'intérieur du parti :

« Quand on est membre du bureau fédéral et chef de cabinet d'un maire, on se voit comme un apparatchik [...]. Je me suis rendu compte qu'il y avait un vide, un creux. C'est-à-dire que ceux qui militaient dans les années 1980 sur ces questions avaient disparu. Au bout de dix ans, ils avaient disparu parce qu'ils étaient dégoûtés du Parti socialiste, ils ne se sentaient pas à l'aise dans ce parti qui les avait discriminés pendant très, très longtemps. Donc, ils étaient partis. Et moi j'essaye de les rencontrer de temps en temps pour faire le lien entre nos combats et leurs combats. Ils font partie de l'histoire du Parti socialiste ! »¹⁴.

Aux lendemains du « choc moral » du 21 avril 2002 provoqué par la qualification de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle et des émeutes urbaines d'octobre-novembre 2005, des militants majoritairement issus de l'immigration postcoloniale créent le collectif Prairial 21, afin de « peser » sur la ligne du parti dans la perspective des futures échéances électorales. À certains égards, les fondateurs du Prairial 21 apparaissent comme les héritiers du Cercle des socialistes de culture musulmane : ils partagent avec eux un regard critique sur les « contradictions » du PS concernant les questions d'intégration et de laïcité, ainsi que le constat de l'existence de discriminations systémiques à l'intérieur du parti, qui freineraient l'accès des Français issus de l'immigration aux postes de responsabilité. Mais à la différence des animateurs du CSCM, qui étaient plutôt isolés dans l'appareil partisan, les animateurs de Prairial 21 occupent des positions relativement influentes dans les instances représentatives du PS, notamment dans le Conseil national (parlement du parti), au sein du secrétariat national (exécutif partisan), ainsi que dans les instances fédérales et les sections locales. La principale animatrice du collectif Prairial 21 est Chafia Mentalecheta, fille d'un combattant du FLN, nommée en 2005 déléguée nationale du PS chargée de la lutte contre les discriminations. Parmi ses animateurs, on retrouve également Ali Aissaoui, fils de

¹⁴ Entretien avec l'auteur, octobre 2007.

Harkis, fondateur de l'association UNIR¹⁵, adjoint au maire de Reims (élu en 2008) et signataire de l'Appel des Indigènes de la République en 2005¹⁶, Akli Mellouli, cofondateur de l'Espace franco-algérien¹⁷, membre de la Ligue de l'enseignement et adjoint au maire de Bonneuil (Val de Marne), Abdel Mokhtari, membre de la Fédération socialiste de l'Oise ou encore Ouarda Karraï, responsable nationale des élections au PS de 2005 à 2007. Au-delà du cercle Prairial 21 vont se constituer au cours des années 2000 plusieurs réseaux regroupant des cadres partisans et des élus socialistes issus de l'immigration, notamment autour de personnalités comme Bariza Khiari (proche de Laurent Fabius, conseillère de Paris, élue sénatrice en 2004 et vice-présidente du Sénat entre 2011 et 2014), qui se présentent comme les « héritiers » de luttes de l'immigration et affirment leur volonté de combattre les discriminations ethno-religieuses à l'intérieur du parti :

« Les instances dirigeantes de notre Parti doivent se donner les moyens de mettre bon ordre dans ce qui s'apparente à un décalage inacceptable entre les valeurs fondatrices de notre Parti et des préjugés persistants. Le sens des responsabilités nous commande de témoigner qu'il existe encore, y compris dans nos propres rangs hélas, une minorité porteuse de préjugés qui renvoie les militants issus de l'immigration, de manière pour le moins inélégante à leurs origines, à leurs cultures et à leurs civilisations »¹⁸.

Leur position d'outsiders et d'apparatchiks dans l'appareil partisan n'exclut pas un discours extrêmement critique sur ce qu'ils perçoivent comme une forme d'infantilisation des militants de l'immigration, qu'ils considèrent comme des réminiscences d'idéologie coloniale chez les dirigeants du PS :

« Non, au PS, c'est pire que ça ! C'est pire. C'est du paternalisme ! Je vais même être plus clair : ce n'est pas du paternalisme, c'est du colonialisme ! Le Parti socialiste a voulu créer le deuxième collège à l'Assemblée nationale française. Ce n'est ni de la discrimination positive, ni du paternalisme, c'est du colonialisme ! C'est pire que la discrimination positive ! »¹⁹.

Bien qu'ils soient coupés sociologiquement des milieux religieux musulmans et qu'ils dénoncent parfois l'influence des mouvements islamistes dans les banlieues françaises, ils se montrent sensibles à la question de l'islamophobie qui, selon eux, aurait gagné certains secteurs du milieu partisan :

« La mauvaise utilisation des mots – musulmans, islamique, intégriste, fondamentaliste, fanatique, terroriste, islamiste, djihad, fatwa, tchador... – engendre dans les esprits non avertis une hostilité qui s'apparente à de l'islamophobie. Des propos inadmissibles et racistes ont été tenus dans la quasi-indifférence générale et constituent l'un des éléments du ressentiment voire du repli identitaire. [...]

¹⁵ Fondée au début des années 2000, l'association UNIR prône la réconciliation entre enfants de Harkis et descendants de l'immigration économique et dénonce la loi du 23 février 2005 sur les aspects positifs de la colonisation.

¹⁶ Texte de l'appel et liste des signataires de « Nous sommes les indigènes de la République ! », 28 février 2005 : <https://lmsi.net/Nous-sommes-les-indigenes-de-la>

¹⁷ Créé au milieu des années 2000 par des élites issues de l'immigration algérienne, l'Espace franco-algérien organise chaque année à Paris et à Marseille l'événement « l'autre 8 mai », commémorant les massacres du 8 mai 1945 de Guelma, Sétif et Kherrata.

¹⁸ Collectif, « Lutter contre les discriminations politiques au sein du Parti socialiste », contribution thématique au Congrès de Dijon, 16-18 mai 2003.

¹⁹ Chafia Mentalecheta, Déléguée nationale PS aux droits de l'homme, entretien avec l'auteur, novembre 2007.

Il ne saurait être question pour nous, socialistes, de laisser s'engager des débats sur fond de "guerre de cultures" ou de "chocs de civilisations" »²⁰.

Ces outsiders et apparatchiks issus de l'immigration appellent les dirigeants socialistes à faire un travail de fond sur la mémoire et l'histoire du parti, afin de contribuer à « décoloniser le PS » :

« Ils [les responsables du PS] ont toujours une façon coloniale de nous traiter. Rappelle-toi dans le film extraordinaire de Benjamin Stora sur les 20 ans de l'indépendance, tu voyais un Pied-noir, un ancien exploitant d'une ferme qui disait : "*Vous savez les Arabes, c'est comme des enfants ! Il faut leur mettre de temps en temps une gifle pour qu'ils comprennent !*" [l'enquête adopte l'accent pied-noir]. Vingt-ans plus tard, on en est toujours là ! Ce film m'avait marqué. On en est toujours là [au Parti socialiste] ! »²¹.

À la fin des années 2010, la grande majorité de ces réseaux d'élus et de dirigeants socialistes, axés sur la dénonciation des discriminations ethno-religieuses et la défense de l'héritage des luttes de l'immigration, ont quasiment disparu du milieu partisan. La plupart d'entre eux ont fait défection pour aller vers des horizons divers. Certains ont intégré la haute fonction publique comme rétribution de leur militantisme (Fayçal Douhane a été nommé sous-préfet) ou plus rarement le secteur privé (Ourda Karai est devenue l'une des dirigeantes de Bouygues-Télécom). D'autres choisissent l'*exit* pour des formations politiques marquées plus à gauche (France Insoumise, Europe Écologie-Les Verts, etc.) ou plus centristes (Bariza Khiari a été membre de l'équipe rapprochée d'Emmanuel Macron durant la campagne de la présidentielle de 2017). D'autres, enfin, se sont désinvestis totalement de la vie politique française pour s'engager dans leur pays d'origine, à l'instar de Chafia Mentalecheta, élue députée à l'Assemblée nationale populaire algérienne (ANP) de 2012 à 2017.

■ Conclusion

Dans cette étude reprenant sur un mode réflexif les résultats de nos enquêtes sociologiques, enrichie par un travail d'archives sur la presse partisane, nous avons tenté de montrer comment l'appréhension par les dirigeants socialistes des mobilisations animées par les travailleurs immigrés et leurs descendants avait peu à peu délaissé les registres classiste et tiers-mondiste au profit de lectures identitaires centrées sur la question des banlieues et de l'islam. Toutefois, ces formes d'assignation ethno-religieuse ne sont pas simplement subies par les acteurs issus de l'immigration postcoloniale mais font aussi l'objet de réappropriations critiques, de retournements tactiques ou parfois d'usages opportunistes qui les font exister politiquement (Sayad, 1985) à l'intérieur et à l'extérieur du parti. Sur ce plan, la construction partisane du « problème musulman » (Hajjat, Mohammed, 2013), à l'horizon des années 2000, doit être envisagée dans une perspective interactionniste et dialogique (De Certeau, 2002), où les acteurs majoritaires et les acteurs minoritaires se répondent mutuellement, contribuant chacun à leur niveau à faire de l'objet « islam » une question centrale des débats dans le milieu partisan et dans la vie publique locale et nationale.

²⁰ « Lutter contre les discriminations politiques au sein du Parti socialiste », contribution thématique au Congrès de Dijon, 16-18 mai 2003.

²¹ Hamou Bouakaz, conseiller technique membre du Cabinet du maire de Paris, Bertrand Delanoë (2007-2012), puis adjoint au maire de Paris de 2008 à 2014, entretien avec l'auteur, octobre 2007.

Toutefois, ce processus d'assignation identitaire décrit sur le temps long doit être aussi nuancé. D'une part, parce qu'il se traduit rarement par une plus forte intégration des acteurs partisans issus de l'immigration postcoloniale au sein du champ islamique : ces derniers auraient plutôt tendance à développer une position de défiance à l'égard des organisations religieuses qu'ils jugent trop conservatrices et liées aux États d'origine. Les transactions collusives entre élites partisans et élites religieuses restent rares et précaires, et se traduisent plutôt par une situation de concurrence pour le contrôle de la parole légitime à dire le « bon islam » (Hajjat, 2010). D'autre part, parce que cette assignation identitaire fait aussi l'objet d'un véritable travail de déconstruction politique de la part de certains acteurs partisans descendant de l'immigration qui préfèrent rester invisibles sur le plan religieux et apparaître comme des militants, des dirigeants et des « élus comme les autres » (Avanza, 2010), revendiquant un droit à l'indifférence communautaire.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ARSLAN L., 2010 *Enfants d'islam et de Marianne. Des banlieues à l'Université*, Paris : Presses universitaires de France.

AVANZA M., 2010 « Qui représentent les élus de la "diversité" ? Croyances partisans et points de vue de "divers" », *Revue française de science politique*, vol. 60, no. 4, pp. 745-767.

AMSELLE J.-L., 2011 *L'ethnisation de la France*, Paris : Lignes.

BAILLET D., 2001 *Militantisme politique et intégration des jeunes d'origine magrébine*, Paris : L'Harmattan.

BEAUGE J., HAJJAT A., 2014 « Élitisme français et construction du "problème musulman". Le cas du Haut Conseil à l'intégration (1989-2012) », *Sociologie*, vol. 5, no. 1, pp. 31-59.

BERENI L., 2006 « Lutter dans ou en dehors du parti ? L'évolution des stratégies des féministes du Parti socialiste (1971-1997) », *Politix*, vol. 73, no. 1, pp. 187-209.

BIGO D., 1998 « Sécurité et immigration : vers une gouvernementalité par l'inquiétude ? », *Cultures & conflits*, n° 31-32, Automne-Hiver, pp. 13-38.

BOUBEKEUR A., HAJJAT A., éd., 2008 *Histoire politique des immigrations (post)coloniales. France, 1920-2008*, Paris : Amsterdam Éditions.

BRAHIM R., 2020 *La race tue deux fois. Une histoire des crimes racistes en France (1970-2000)*, Paris : Editions Syllepse.

BRUN F., ZEHRAOUI A., 2015 Dossier « Les Marches de 1983, 1984 et 1985 : entre mythe, histoire et héritage », *Migrations Société*, n° 159-160, pp. 45-226.

CESARI J. 1997 *Être musulman en France aujourd'hui*. Paris : Hachette.

CHAMPAGNE P., 1991 « La construction médiatique des "malaises sociaux", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 90, pp. 64-76.

CONTAMIN J.-G., 2010 « Cadres et luttes de sens », Agrikoliansky E. éd., *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris : La Découverte, pp. 55-75.

DAZEY M., 2021, « Distinguer les "bons" des "mauvais" musulmans. Enquête dans les archives du ministère de l'Intérieur des années 1990 », A. Delfini, J. Talpin, J. Vulbeau (éd.), *Démobiliser les quartiers. Enquêtes sur les pratiques de gouvernement en milieu populaire*. Lille : Septentrion, pp. 99-118.

DE CERTEAU M., 2002 *L'écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, coll. « Folio ».

DELTOMBE T., 2005 *L'islam imaginaire. La construction médiatique de l'islamophobie en France 1975-2005*, Paris : La Découverte.

- DELOYE Y., 2017, *Sociologie historique du politique*, Paris : La Découverte, coll. « Repères ».
- DUBET F. et LAPEYRONNIE D., 1992 *Quartiers d'exil*, Paris : Seuil.
- DUCLERT V. 2005 « La « deuxième gauche » », Jean-Jacques Becker éd., *Histoire des gauches en France. Volume 2*, Paris : La Découverte, pp. 175-189.
- DUVOUX D., 2015 « L'islam et les pouvoirs publics en France. Entretien avec Solenne Jouanneau et Étienne Pingaud », *La Vie des idées*, 26 mai ; <https://lavedesidees.fr/L-islam-et-les-pouvoirs-publics-en-France.html>
- ECOBICHON J., 2017 « Les associations des héritiers de l'immigration maghrébine face à la concurrence de SOS Racisme : les marches de 1985 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 123-124, no. 1-2, p. 66-72.
- ÉTIENNE J., 2010 « La conformation des gouvernes. Une revue de la littérature théorique », *Revue française de science politique*, vol. 60, no. 3, pp. 493-517.
- ÉTIENNE B., 1989 *La France et l'islam*. Paris : Hachette.
- FERHAT I., 2015 « Le Parti socialiste et la galaxie laïque : de l'identité culturelle à un enjeu stratégique ? », dans Castagnez N. et Morin G. éd., *Le Parti socialiste. D'Épinay à l'Élysée, 1971-1981*, Rennes, PUR, pp. 189-201.
- FERHAT I., 2016 « Le PS et la laïcité, du Congrès d'Épinay à la Commission Stasi. De l'unité au dilemme ? », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, vol. 23, no. 1, pp. 193-205.
- GAY V., 2020 « Grèves saintes ou grèves ouvrières ? Le "problème musulman" dans les conflits de l'automobile, 1982-1983 », *Genèses*, vol. 118, no. 1, pp. 85-104.
- HADJ BELGACEM S, NASRI F., 2018, *La marche de 1983. Des mémoires à l'histoire d'une mobilisation collective*, Paris, Presses universitaires de Paris Nanterre.
- GEISSER V., SOUM E., 2008 *Discriminer pour mieux régner. Enquête sur la diversité dans les partis politiques*, Ivry-sur-Seine, éditions de L'Atelier.
- GEISSER V., ZEMOURI A., 2007 *Marianne et Allah. Les politiques français face à la "question musulmane"*, Paris : La Découverte.
- GEISSER V., KELFAOUI S., 1998 « Tabous et enjeux de l'ethnicité dans le système politique français », *Revue européenne des migrations internationales*, 14-2, pp. 19-32.
- GEISSER V., 1997 *Ethnicité républicaine. Les élites d'origine maghrébine dans le système politique français*, Paris : Presses de Sciences Po.
- GUENIF-SOUILAMAS N., 1999 *Des beurettes aux descendantes d'immigrants nord-africains*, Paris, Grasset, coll. « Partage du savoir ».
- GUENIF-SOUILAMAS N., 2003 « Ni Putes, ni soumises ou très putes, très voilées ? Les inévitables contradictions d'un féminisme sous influence », *Cosmopolitiques*, 4, pp. 54-55.
- HAJJAT, A., 2014 « *La Marche pour l'égalité et contre le racisme* », Pigenet M. éd., *Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours*, Paris : La Découverte, pp. 671-680.
- HAJJAT A., MOHAMMED M., 2013 *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le "problème musulman"*, Paris : La Découverte.
- HAJJAT A., 2013 *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Paris : Amsterdam Editions.
- HAJJAT A., 2010 « "Bons" et "mauvais" musulmans », *Cultures & Conflits*, 79-80 , pp. 139-159.
- JAZOULI A., 1986 *L'action collective des jeunes maghrébins de France*, Paris : CIEMI-L'Harmattan.
- JUHEM P., 2001 « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : La professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, vol. 51, no. 1-2, pp. 131-153.

- KELFAOUI S., 1996 « Un "vote maghrébin" en France ? », *Hérodote*, n°80, 1^{er} semestre, pp. 130-155.
- KEPEL G., 1987 *Les banlieues de l'islam. Naissance d'une religion en France*. Paris : Seuil.
- LEFEBVRE R., 2020, « La laïcité au Parti socialiste. De l'emblème au problème », Koussens D., Mercier C. et Amriaux V. éd., *Nouveaux vocabulaires de la laïcité*, Paris : Garnier, pp. 15-36.
- LEFEBVRE R., SAWICKI F., 2006 *La Société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges : éditions du Croquant.
- MASCLET O., 2003 *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris : La Dispute.
- LORCERIE, F., 2005 *La politisation du voile en France, en Europe et dans le monde arabe*, Paris : L'Harmattan.
- MISCHI J., 2003 « Travail partisan et sociabilités populaires. Observations localisées de la politisation communiste », *Politix*, 63, pp. 91-119.
- NASRI F., 2013 *Permanences et discontinuités dans les mobilisations associatives des héritiers de l'immigration maghrébine au sein de l'agglomération lyonnaise : le cas de Zaâma d'Banlieue et des Jeunes Arabes de Lyon et Banlieue (1979-1998)*, Thèse de science politique, Institut d'études politiques de Paris, 2013.
- NOIRIEL, G., 2008, *Introduction à la socio-histoire*, Paris : La Découverte, coll. « Repères ».
- OFFERLE M., 2018 *Les partis politiques*, Paris : PUF.
- PAVARD B., 2015 « Le Parti socialiste et la lutte des femmes (1971-1981) », Castagnez N. et Morin G. éd., *Le Parti socialiste. D'Épinay à l'Élysée, 1971-1981*, Rennes, PUR, pp. 461-482.
- PAYE, R., POLLET, G., 2013 . *Socio-histoire de l'action publique*, Paris : La Découverte, coll. « Repères ».
- PINGAUD E., 2012 « Un militantisme musulman ? », *Savoir/Agir*, vol. 22, 4, pp. 61-69.
- ROBINE J., 2004 « SOS Racisme et les « ghettos des banlieues » : construction et utilisations d'une représentation », *Hérodote*, vol. 113, no. 2, pp. 134-151.
- SAWICKI F., 2017 *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris : Belin.
- SAWICKI F., 1994 « Configuration sociale et genèse d'un milieu partisan. Le cas du parti socialiste en Ile-et-Vilaine », *Sociétés contemporaines*, vol. 20, no. 4, pp. 83-110.
- SAYAD A., 1958 « Exister, c'est exister politiquement », - 1^{ère} et 2^{ème} parties, « Pour une défense des droits civiques des immigrés », Paris, Presse et immigrés en France , CIEMI n°135-136.
- SCHIFF C., 2015 *Beurs & Blédards. Les nouveaux arrivants face aux Français issus de l'immigration*, Lormont, Le Bord de l'eau, coll. « Clair & Net ».
- SERISIER W., 2016 « Le défi des islams en Seine-Saint-Denis », *Hérodote*, vol. 162, no. 3, pp. 29-54.
- SIMON, P., ESCAFRE-DUBLET A., 2009 « Représenter la diversité en politique : une reformulation de la dialectique de la différence et de l'égalité par la doxa républicaine », *Raisons politiques*, vol. 35, no. 3, 2009, pp. 125-141.
- TALPIN J., O'MIEL J., FREGOSI F. éd., 2017 *L'islam et la cité : engagements musulmans dans les quartiers populaires*. Villeneuve-d'Ascq: Presses universitaires du Septentrion.
- WITHOL DE WENDEN C., 2008 *Les immigrés et la politique. Cent cinquante ans d'évolution*, Paris : Presses de Sciences Po.

WINOCK M., 2019 « La deuxième gauche dans l'histoire du socialisme », *Le Débat*, vol. 203, no. 1, pp. 182-188.

ZEHRAOUI A. 2015 « Trois Marches pour le même combat : long est le chemin vers l'égalité », *Migrations Société*, vol. 159-160, no. 3-4, pp. 89-116.